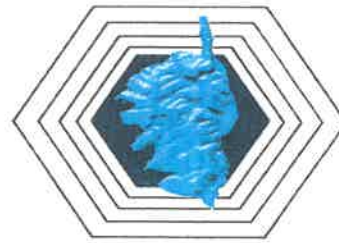




ODARC



CADEC

L'Office du Développement Agricole et Rural de Corse

La Caisse de Développement de la Corse

Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables

- Vu la loi du 13 mai 1991 portant création de la Collectivité Territoriale de Corse,
- Vu la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales,
- Vu la loi les articles 107 et suivant du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne
- Vu l'article 17 des statuts de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse approuvés par la délibération n°92/44 de l'Assemblée de Corse en date du 26 juin 1992 qui prévoit que le Conseil d'Administration délibère sur les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'Office,
- Vu la délibération n°2019-294 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 8 mars 2019 prenant acte du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019
- Vu la délibération n°2019 –302 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des gestionnaires de fonds d'ingénierie financière
- Vu la délibération N°2019- 299 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le budget 2019 et affectant la somme de 1.6 M€ au titre des dispositifs d'ingénierie financière dans sa section « fonctionnement ».
- Vu l'appel à manifestation d'intérêt émis par l'ODARC le 6 mai 2019
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse(ODARC), en date du 31Juillet 2019 autorisant la Directrice par Interim de l'ODARC à signer avec la CADEC la présente convention

Il a été décidé ce qui suit :

Entre,

L'Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ci-après désigné ODARC), sis Avenue Paul GIACOBBI – 20600 BASTIA, représenté par sa Directrice par Interim **Madame Marie-Pierre BIANCHINI**,

et,

La société Caisse de Développement de la Corse (ci-après désignée CADEC) société anonyme au capital de 5.001.240 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Ajaccio sous le numéro 321777021 ayant son siège social, 6 avenue de Paris, 20000 AJACCIO, représentée par le Président de son Conseil d'administration **Monsieur Alexandre VINCIGUERRA**,

PREAMBULE :

Dans le cadre de ses missions de développement de l'agriculture en Corse, l'ODARC assure l'instruction des demandes de soutien formulées par les exploitants insulaires pour la concrétisation de leurs projets d'investissement. Ce soutien est mis en œuvre sous forme de subventions attribuées dans le respect des différents cadres réglementaires nationaux et européens dédiés à l'agriculture.

Ces subventions qui représentent souvent une part conséquente du plan de financement des investissements sont complétées par des financements bancaires à long et moyen terme.

Afin de favoriser un meilleur accès au crédit pour les exploitants, l'ODARC crée un fonds d'avance remboursable, confié à la CADEC. L'ambition du fonds est de partager le risque du banquier lors de l'octroi d'un financement bancaire à long et moyen terme.

Par les présentes, l'ODARC et la CADEC constituent un fonds d'intervention destiné à cofinancer les exploitations agricoles pouvant bénéficier de la mesure 412 du Programme de Développement Rural de Corse, mise en œuvre par le service instructeur de l'ODARC.

Ce fonds s'intitule : Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR).

Les termes utilisés dans la présente Convention auront les définitions suivantes :

- « Compte du fonds »

Le Compte du fonds est relatif à la comptabilité spécifique devant être établie par la CADEC, dans le cadre de l'arrêté de ses comptes annuels devant faire apparaître à la fin de chaque exercice social de la CADEC :

- la liste des bénéficiaires, le nombre et le montant des garanties réalisées
- le montant des pertes et provisions, et les frais de recours et contentieux
- la trésorerie du fonds et le produit des placements
- la créance de l'ODARC au titre de l'exercice social en cours
- la créance cumulée de l'ODARC au titre des exercices précédents

- « Bénéficiaires »

- L'investissement et l'activité aidée doivent se situer en Corse.
- Le bénéficiaire doit présenter une situation potentiellement viable
- Le bénéficiaire doit être à jour de ses obligations fiscales et sociales
- Le bénéficiaire doit présenter une comptabilité à jour
- Le bénéficiaire doit être exploitant à titre principal
- Dans le cas des exploitations sous forme sociétaire : Au moins un des associés doit se consacrer à l'exploitation au sens de l'article L 411-59 du Code Rural. Les exploitants devront répondre aux critères ci-dessus concernant les agriculteurs aînés résidents permanents en Corse et détenir au moins de 50% des parts représentatives du capital de la société.
- Dans le cas des groupements ou associations d'exploitants : Le groupement ou l'association doit avoir un objet social à vocation agricole et au moins 50% des membres doivent être des exploitants répondant aux critères ci-dessus.
- Le bénéficiaire doit présenter un prévisionnel d'exploitation viable sur trois ans

- Le bénéficiaire doit être un agriculteur non JA détenteur d'un arrêté attributif de subvention au titre de la mesure 4.1.2 du PDRC.

Les sociétés en participation, les indivisions, les propriétaires bailleurs de biens fonciers sont exclus du dispositif.

- « Opérations éligibles »
 - La mesure 412 du PDRC vise à moderniser les structures des exploitations en mettant l'accent sur des investissements structurants (bâtiments, accès, aménagements...).
 - Les opérations éligibles à la mobilisation du dispositif d'avances remboursables concernent l'acquisition, la construction et l'amélioration des bâtiments des exploitations agricoles, notamment :
 - Les bâtiments d'élevage : bergerie et salle de traite (systèmes hors sol proscrit), les unités de naissance...etc.
 - Les structures de conditionnement, stockage et transformation à la ferme de la production de l'exploitation, y compris froid.
 - Les bâtiments dédiés au stockage du matériel
 - Les structures de type : serres de production, les serres tunnel...etc
 - Les infrastructures connexes aux opérations éligibles telles que la création de pistes d'accès secondaire des bâtiments des exploitations et leurs équipements (portail, passages, forage...) sont intégrées à l'assiette des dépenses concernée par le dispositif.

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention consiste en la création d'un fonds d'avance remboursable aux exploitants agricoles mobilisant un financement bancaire lié à un investissement bénéficiant d'une subvention octroyée par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de toute autre mesure équivalente dans les PDRC futurs.

Ces avances remboursables seront financées sur la base de ressources provenant de la création et la mobilisation d'un **Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR)** confié à cet effet par l'ODARC à la société CADEC.

Article 2 : Conditions d'application

Le Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR) est créé afin de mobiliser des avances remboursables gérées par la CADEC dédiées aux projets bénéficiant des subventions liées à l'investissement octroyées par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC.

Le programme global d'investissement matériel et/ou immatériel peut cumuler deux types d'interventions :

- les subventions d'investissement,
- les avances remboursables cofinçant le projet, comportant obligatoirement l'intervention d'une banque à travers un concours à moyen ou long terme, d'un montant et d'une durée, au moins équivalents à ceux de l'avance remboursable.

Octroyée par la CADEC, au bénéfice d'une entreprise agricole (au sens donné par la commission européenne), dans le cadre d'un projet d'investissement, une avance remboursable présente les caractéristiques suivantes :

- durée maximum huit ans
- durée minimum trois ans
- remboursement par échéances mensuelles constantes
- d'un montant global plafonné à 50% du montant hors taxe du projet
- devant s'accompagner d'un crédit bancaire au titre du projet d'un montant et d'une durée au moins égaux à ceux de l'avance remboursable
- d'un montant minimum de 10 000 euros et d'un montant maximum de 50 000 euros par opération
- à taux zéro
- avec prise de garantie personnelle
- avec des frais de dossier prélevés sur le montant de l'avance, lors du déblocage des fonds, d'un montant égal à 2% du montant de l'avance
- L'adhésion à un contrat d'assurance invalidité-décès pour le montant et la durée de l'avance sera exigée lors du déblocage des fonds

En ce qui concerne le co-financement, chaque établissement établit son contrat, toutefois, le déblocage des fonds par virement, par la CADEC sur le compte du client ne peut intervenir qu'après signature du contrat de prêt auprès de la banque partenaire, et signature de la convention de subvention.

Article 3 : Engagements financiers

L'ODARC s'engage à doter le Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR) d'un montant de six cent mille euros (600 000 €). Le versement de cette dotation sera réalisé en une ou plusieurs tranches selon les besoins identifiés par les parties.

La CADEC s'engage à respecter l'obligation d'un co-financement bancaire

Le fonctionnement du fonds est assuré par la CADEC dans les conditions prévues par la présente Convention. La CADEC s'engage à respecter les termes fixés par cette convention dans l'utilisation des sommes mises à disposition au titre du fonds et à ne pas consentir de financements via recours au fonds postérieurement au 31 décembre 2026, sauf avenant signé entre les parties.

La CADEC peut décider, en accord avec l'ODARC, de proroger cette durée. La décision est prise trois mois avant l'expiration de la durée prévue.

Domiciliation bancaire

Les dotations seront versées à la domiciliation bancaire suivante :

CREDIT AGRICOLE DE LA CORSE

Client : SA CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE

Code Banque : 12006

Code guichet :00080

N° de compte : 10111735010

Clé RIB : 33

IBAN FR76 1200 6000 8010 1117 3501 033 AGRIFRPP820

Article 4 : Modalités de traitement des avances remboursables agricoles

Toute demande de financement dans le cadre du FACAR, auprès de l'ODARC ou de la CADEC fera l'objet d'une information réciproque.

Pour pouvoir être éligible à une Avance Remboursable au titre du Fonds, le concours financier objet de la demande doit s'accompagner d'une convention (ou arrêté) attributif de subvention relatif à la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC.

Tout dossier de demande d'octroi d'une Avance Remboursable devra être déposé auprès de l'ODARC ou de la CADEC, via dépôt d'une lettre d'intention de demande de soutien financier (« DI ») dont est un exemple est fourni en annexe.

Toute DI sera enregistrée par les services de l'ODARC qui en vérifieront l'éligibilité.

De manière conventionnelle, les critères d'éligibilité seront analysés :

- en fonction du référentiel et des règles générales d'orientation des politiques de développement prônées par la CTC,
- de l'exploitation et du projet envisagé, en application des présentes.

Toute DI reçue à l'ODARC sera transmise à la CADEC pour instruction.

La CADEC accusera réception par tous moyens dans les huit jours, s'obligera à instruire toutes les DI transmises et établira, après examen des pièces justificatives (annexe N°2) un rapport d'instruction.

Sur présentation du rapport d'instruction réalisé par la CADEC, comportant son avis et après vérification du respect des dispositions réglementaires notamment de l'accord écrit de la banque qui cofinance l'investissement, le comité d'engagement de la CADEC statuera sur l'octroi du financement et les conditions de ce dernier.

Un représentant de l'ODARC sera invité au comité d'engagement de la CADEC.

Dans le cadre de l'instruction, la CADEC tiendra informé l'ODARC de l'état d'avancement du dossier.

La CADEC notifiera au demandeur sa décision d'octroi dans les huit jours suivants, accompagné du courrier type du Président de l'ODARC informant le bénéficiaire de la provenance des fonds publics mis à sa disposition.

Hormis les procédures d'attribution des Financements réalisées dans le cadre de la procédure prévue ci-dessus, la CADEC assurera seule la mise en place du Financement et son suivi. La CADEC assurera dans ce cadre le recouvrement de ce dernier par tous moyens qu'elle jugera nécessaire.

En cas d'impayés d'un Financement octroyé, les provisions nécessaires seront comptabilisées sur le FACAR. La comptabilisation des pertes effectives sera opérée selon les mêmes règles que précisées ci-dessus.

Article 5 : Dispositions particulières

- Communication : L'ODARC et la CADEC peuvent communiquer, par tous moyens, sur l'existence et le fonctionnement du FACAR. La CADEC s'engage également à respecter les obligations de publicité, telles qu'elles résultent de l'application du FACAR, dans toutes les communications qu'elle sera conduite à réaliser ayant trait au développement durable, par voie de presse ou dans les documents qu'elle diffusera.

- Information et suivi : La CADEC adressera annuellement à l'ODARC un compte rendu d'activité relatif au FACAR incluant notamment le nombre et le montant des fonds mobilisés au titre du FACAR, l'état du contentieux, la liste des encours par bénéficiaire, et toute information utile à la compréhension de la gestion du FACAR.

En sus de cette information, la CADEC s'engage à mettre en place une comptabilité spécifique du FACAR.

Un comité de suivi constitué de deux représentants de chaque partie se réunira annuellement pour approuver le compte rendu d'activité du fonds.

À l'expiration de la convention, le Président de la CADEC exposera, dans les formes et selon les modalités visées plus haut, un rapport récapitulant l'activité du FACAR depuis le jour de sa mise en place jusqu'à sa clôture.

Article 6 : Disponibilité du fonds

Dans l'attente de son utilisation, la CADEC s'engage à placer la trésorerie disponible du fonds sur des supports de type comptes rémunérés ou de première catégorie.

Les produits issus du placement de la trésorerie du fonds appartiennent au fonds et viennent chaque année en augmenter le principal.

Article 7 : Indemnité de gestion

La CADEC imputera pendant la durée des présentes, pour chacun de ses exercices sociaux, sur le montant de la Dotation ODARC, tel que remboursable en vertu des présentes, à titre d'indemnité de gestion, un montant forfaitaire annuel correspondant à 3% du montant de la dotation ODARC.

Le montant de l'Indemnité de gestion sera comptabilisé au débit du Montant de la Dotation ODARC dans le cadre de la comptabilité annuelle du fonds.

Article 8 : comptabilité du fonds

La CADEC s'engage à préparer les Comptes du Fonds dans les quatre mois de la fin de chacun de ses exercices sociaux à l'occasion de la préparation de ses comptes annuels.

A l'occasion de l'arrêté de ses comptes sociaux annuels, la CADEC s'engage, après approbation des Comptes du Fonds par son Conseil d'Administration, à déterminer le

montant de la « **Créance de l'ODARC en Fin d'Exercice** » en enregistrant les écritures comptables suivantes au poste du bilan auquel est enregistré le montant de la dotation:

- à l'occasion de l'arrêté de ses comptes sociaux au crédit, la somme des Produits de placement et des reprises de Provisions ;
- à l'occasion de l'arrêté de ses comptes sociaux, au débit, le montant de la somme des dotations aux provisions, des Pertes Nettes, des frais de contentieux et de l'Indemnité de gestion, tels que définis aux articles précédents.

Etant entendu, qu'en toute hypothèse et nonobstant toute stipulation contraire, la créance de l'ODARC en fin d'exercice ne pourra être inférieure à zéro. Dans l'hypothèse où, au résultat du calcul ci-dessus, cette dernière viendrait à être inférieure à zéro, les stipulations de l'article 9 s'appliqueront et la créance de l'ODARC en fin d'exercice sera enregistrée pour un montant égal à zéro dans les comptes sociaux de la CADEC.

Article 9 : Durée du fonds

Le Fonds sera créé à compter de la Date d'Effet pour une durée qui expirera au 31 décembre de l'année 2026 sauf évènement suivant préalablement à cette date, auquel cas le Fonds expirera à la date indiquée ci-dessous :

- la Créance de l'ODARC en fin d'exercice telle que déterminée en vertu de l'Article 9 ci-dessus est égale à zéro euro, auquel cas la durée du Fonds expirera à la date de la fin de l'exercice social au titre duquel cet évènement est constaté ; (ci-après désignée la « **Date du Terme** »).

Au moins six mois avant la date du terme dans l'hypothèse où cette dernière est le 31 décembre 2026, ou à l'occasion de la détermination de la Créance de l'ODARC en fin d'exercice dans l'hypothèse visée ci-dessus, les parties s'engagent à se réunir, à la demande de la partie la plus diligente, afin de décider de l'éventuelle prorogation du Fonds et des conditions y relatives. En cas de prorogation, les conditions de cette dernière seront actées par avenant signé par l'ensemble des parties.

A la date du terme l'ensemble des stipulations des présentes deviendront caduques à l'exception des stipulations des Articles 1, 10, 13, 15 et suivants qui survivront pour les besoins de la liquidation du Fonds et ce jusqu'à sa liquidation définitive.

Article 10 : Liquidation du fonds - remboursement

Article 10.1 : Liquidation

A la date du terme, le Fonds sera mis en liquidation et au résultat de cette dernière. L'ODARC deviendra créancière de la CADEC pour un montant égal à la Créance de l'ODARC en fin d'exercice telle que ressortant des derniers comptes sociaux de la CADEC.

Compte tenu de l'activité de recouvrement postérieure à la date du terme, l'intégralité des sommes perçues postérieurement à la Date du Terme par la CADEC et issues du paiement de créances de la CADEC liées à des Financements octroyés préalablement à la Date du Terme et comptabilisées préalablement à ladite date en Pertes et Provisions augmenteront d'autant la « Créance Définitive de l'ODARC ».

Article 10.2 : Remboursement de la Créance Définitive de l'ODARC

La CADEC s'engage à rembourser à l'ODARC la Créance Définitive au plus tard six (6) mois après la Date du Terme, sous réserve de ce que, au moment dudit remboursement, sa trésorerie disponible, après prise en compte des ratios prudentiels applicables à la CADEC, soit suffisante au dit remboursement.

Dans l'hypothèse où la CADEC, compte tenu de ce qui précède, ne serait pas en mesure de rembourser la totalité de la Créance Définitive de l'ODARC dans le délai de six (6) mois susvisé, la CADEC s'engage à rembourser le montant de la Créance Définitive de l'ODARC qui n'a pu être ainsi remboursé, par tranche annuelle dans les six (6) mois de la fin de chacun de ses exercices sociaux successifs, chaque tranche annuelle étant égale à 100% des recouvrements effectifs encaissés par la CADEC au titre des financements (soit les sommes encaissées issues de remboursement des financements, et, le cas échéant, de l'encaissement de sommes correspondant à des créances ayant été préalablement traitées comme « pertes », le tout après déduction des « pertes » survenant postérieurement à la date du terme mais issues de Financements avant la Date du Terme). Ces recouvrements devant être prioritairement affectés par la CADEC au remboursement de la Créance Définitive de l'ODARC. Le remboursement par la CADEC du solde éteindra la créance définitive de l'ODARC.

Article 11 : Confidentialité

Les informations, notamment les données concernant les études de dossiers, transmises dans le cadre de l'application de la présente Convention ne peuvent être utilisées par les Parties à la Convention qu'aux fins pour lesquelles elles ont été transmises. Les Parties s'engagent à assurer la confidentialité de ces informations, conformément à la législation en vigueur. Notamment, certaines données relatives aux dossiers peuvent conduire les intervenants pour le compte de l'ODARC à prendre connaissance d'informations personnelles relatives aux demandeurs. L'ODARC reconnaît avoir été informées des obligations relatives au secret bancaire telles que définies par l'article 511-33 du Code Monétaire et Financier et des textes subséquents et s'engagent à respecter et à faire respecter le caractère confidentiel desdites informations par toute personne qui interviendrait pour son compte dans le cadre de l'application des présentes.

Article 12 : Divisibilité

Si l'une quelconque des stipulations des présentes se révélait nulle ou insusceptible d'exécution, la validité des autres stipulations et le fait qu'elles soient susceptibles d'exécution ne sera en aucune manière affectée ni compromise, aucune des Parties ne pourra réclamer aux autres de dommages et intérêts de ce chef ; les Parties négocieront de bonne foi afin de remplacer les stipulations en question par des stipulations valables et susceptibles d'exécution aussi proches que possible de l'intention commune des Parties ou, si une telle intention commune ne peut pas être déterminée, de l'intention de celle des Parties que la stipulation nulle ou insusceptible d'exécution visait à protéger ; à défaut d'accord, la Partie la plus diligente devra saisir par voie de requête Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bastia afin que celui-ci substitue à toute stipulation nulle ou insusceptible d'exécution, des stipulations valables et susceptibles d'exécution et déterminera la date à laquelle celles-ci seront applicables.

Article 13 : Totalité de l'accord, modifications, renonciations et interprétation

La présente Convention constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties en relation avec son objet. Elle remplace tout accord ou document antérieur, ayant le même objet, écrit ou verbal, de quelque nature que ce soit. Elle ne pourra être modifiée que par un accord écrit dûment signé par les Parties. La renonciation effectuée par l'une des Parties au bénéfice de l'une quelconque des stipulations des présentes ne prendra effet que si elle est effectuée par écrit. Aucune renonciation à l'une quelconque des stipulations des présentes ne sera réputée ni ne constituera une renonciation à toute autre de ses stipulations.

Article 14 : Règlement des Litiges

Tout litige relatif à l'application de la présente Convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Bastia s'il s'avère que les voies de conciliation n'arrivent pas à leurs fins.

Fait en deux exemplaires, à BASTIA, le 25/08 2019

Le Président de la CADEC

Alexandre VINCIGUERRA

La Directrice de l'ODARC

Marie-Pierre BIANCHINI

PJ : annexes N°1 (demande d'intention) et N°2 (liste des pièces)